

Croissance économique

Pari gagné pour le gouvernement ?

● Les prévisions de la Banque mondiale annoncent une croissance économique de 4,6% au Maroc et une moyenne de 4,2% dans toute la région MENA. Cette réalisation est conditionnée par la reprise de la consommation intérieure et la dissipation des tensions politiques.

C'est une bonne nouvelle que vient apporter la dernière édition du rapport de suivi de la situation économique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (Middle East and North Africa Economic Monitor) du groupe de la Banque mondiale. Selon cette édition, le Maroc, mais aussi toute la région MENA, devraient l'année prochaine réaliser une légère amélioration par rapport aux années précédentes, à savoir une moyenne de 4,6%. Conditionnée par la reprise de la consommation intérieure et de la dissipation des tensions politiques, surtout dans certains pays comme l'Égypte ou la Tunisie, la croissance économique pourrait même dépasser sur une échelle régionale la barre des 5%, tirée par la croissance que connaîtraient les investissements locaux

et une faible performance d'autres secteurs. En conséquence, la croissance ne devrait globalement augmenter que de 3% pour l'exercice complet en 2014. Par ailleurs, l'effet de l'inflation demeure infime grâce à la baisse des prix mondiaux des produits de base importés alors que le taux de chômage s'est aggravé (9,8% en 2014 contre 9,2% en 2013) à cause de l'incapacité du tissu économique de créer suffisamment d'emplois pour absorber tous les nouveaux demandeurs, notamment les jeunes urbains et les diplômés (respectivement 36,6% et 19,5%), une classe gangrénée par le chômage. Bien qu'étant toujours élevées, les subventions ont baissé au cours de la première moitié de l'année 2014 de 0,6%. Une baisse accompagnée par une diminution de la masse salariale du secteur public (0,3%). Du côté des recettes, les efforts pour améliorer la collecte des impôts grâce à l'extension de l'assiette fiscale, l'harmonisation des taux d'imposition et la lutte contre l'évasion fiscale ont commencé à donner leurs fruits. Les recettes fiscales ont en effet augmenté plus rapidement (4,8%) que le PIB non-agricole au

le déficit du compte courant devrait s'améliorer à 6,7% du PIB en 2014 alors qu'en matière de levées de fonds, le Maroc a bénéficié d'importantes entrées de devises au cours de la première moitié de l'année, y compris un milliard d'euro-obligations levé par le gouvernement et 1,85 milliards de dollars par l'OCP. En ce qui concerne les entrées nettes d'IDE, elles ont diminué de 15% à l'opposé des réserves de change nettes qui ont augmenté à

20,6 milliards de dollars à fin juillet 2014, ce qui est l'équivalent de 4,6 mois d'importations. Enfin, la réussite des mesures adoptées par le gouvernement pour réaliser une croissance plus forte pour moyen terme grâce à la consolidation budgétaire et les réformes structurelles, dépend du flux des investissements étrangers et du soutien financier des pays du Golfe.

●
PAR HICHAM AÏT ALMOUH
h.almouh@leseco.ma

Les efforts pour améliorer la collecte des impôts ont porté leurs fruits.

et internationaux. Le Maroc, bien que sa situation politique soit particulière dans la région, est considéré par les économistes comme étant en pleine transition au même titre que l'Égypte ou la Tunisie. Avec ce taux de croissance estimé à 4,6%, les réformes en cours, surtout en matière de subventions ainsi que les déséquilibres éternels de l'économie nationale, sont cités comme l'obstacle majeur à l'afflux et au développement des investissements nationaux et étrangers, lesquels sont considérés comme les leviers essentiels d'une croissance durable et soutenue.

Diagnostic

Selon le rapport de la Banque mondiale, la croissance économique au Maroc a diminué récemment et le chômage demeure un défi. Au cours du premier semestre 2014, la croissance du PIB s'est ralentie à 2% en raison d'une baisse de la production agricole

et une faible performance d'autres secteurs. En conséquence, la croissance ne devrait globalement augmenter que de 3% pour l'exercice complet en 2014. Par ailleurs, l'effet de l'inflation demeure infime grâce à la baisse des prix mondiaux des produits de base importés alors que le taux de chômage s'est aggravé (9,8% en 2014 contre 9,2% en 2013) à cause de l'incapacité du tissu économique de créer suffisamment d'emplois pour absorber tous les nouveaux demandeurs, notamment les jeunes urbains et les diplômés (respectivement 36,6% et 19,5%), une classe gangrénée par le chômage. Bien qu'étant toujours élevées, les subventions ont baissé au cours de la première moitié de l'année 2014 de 0,6%. Une baisse accompagnée par une diminution de la masse salariale du secteur public (0,3%). Du côté des recettes, les efforts pour améliorer la collecte des impôts grâce à l'extension de l'assiette fiscale, l'harmonisation des taux d'imposition et la lutte contre l'évasion fiscale ont commencé à donner leurs fruits. Les recettes fiscales ont en effet augmenté plus rapidement (4,8%) que le PIB non-agricole au cours de la première moitié de l'année ce qui a entraîné une baisse du déficit budgétaire de 0,7%. Compte tenu de la mise en œuvre continue des subventions de carburants et les réformes fiscales, le gouvernement devrait être en mesure de réduire le déficit budgétaire pour atteindre son objectif de déficit de 5% du PIB en 2014, ce qui peut contribuer à réduire considérablement la dette publique en 2014.

Indicateurs économiques

Les exportations de biens et services ont augmenté de 7,8% au cours de la première moitié de 2014, tandis que les importations n'ont augmenté que de 2,5%. Le tourisme, quant à lui, a aussi obtenu de bons résultats dans la première moitié de l'année avec des recettes touristiques en hausse de 4,3%. Cependant, les transferts de devise ont continué à souffrir de la lente reprise économique en Europe. Globalement,